

Yaoundé, Cameroun, 17 novembre (Infosplusgabon) - Le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) continue de suivre avec une grande attention la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun et est particulièrement préoccupé par la recrudescence de la violence, y compris celle visant les populations civiles et les agents de l'Etat, notamment les forces de défense et de sécurité dont des membres ont perdu la vie lors d'attaques dans différentes localités de ces deux régions.

"Nous condamnons fermement ces actes de violence. Leurs auteurs doivent être clairement identifiés et poursuivis conformément à la loi", souligne François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'Afrique centrale et chef de l'UNOCA, qui a présenté ses condoléances aux familles éprouvées.

Il a saisi cette occasion pour rappeler l'attachement des Nations unies à l'intégrité territoriale et à l'unité du Cameroun et a par ailleurs invité les différentes parties à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques.

Dans cette perspective, il a réitéré son appel au calme et à la retenue, tout en encourageant la tenue d'un dialogue inclusif et en exprimant la disponibilité des Nations unies à apporter tout appui que les parties camerounaises jugeraient approprié pour la résolution pacifique et durable de la crise actuelle.

Cette situation que décrit l'UNOCA est la conséquence de la crise qui secoue depuis un an les deux régions anglophones du pays.

En fait, depuis novembre dernier, les leaders de la société civile anglophones ont lancé des mots d'ordre de désobéissance civile pour contester la marginalisation dont ils estiment être victimes de la part du gouvernement camerounais.

Malgré les négociations initiées par le gouvernement et même l'arrestation d'une centaine de leaders de cette contestation, puis leur libération neuf mois plus tard, le calme n'est toujours pas revenu dans cette zone du pays.

Le 1er octobre dernier, les protestataires ont tenté de hisser dans ces régions le drapeau des sécessionnistes de l'Ambazonie et l'intervention des forces de sécurité a fait une centaine de morts, selon certaines organisations de défense des droits de l'homme.

Depuis lors, ces deux régions vivent au ralenti, les écoles désertées par les élèves sont incendiées, les commerces sont fermés au moins trois jours par semaine, le gouvernement y a déployé une lourde équipe d'agents de sécurité, Internet est désormais coupé et le couvre-feu prend effet dès 21 heures.

Ces mesures n'ont pas empêché les contestataires de continuer leur mouvement au point d'assassiner le 8 novembre dernier quatre gendarmes.

Les présumés assassins ont été arrêtés et acheminés dans la capitale, Yaoundé, où ils attendent d'être jugés.

FIN/INFOSPLUSGABON/IOK/ GABON 2017